

LISTE DES PIÈCES À FOURNIR

CST / CSP / CRA **9805**

CONJOINT DE FRANÇAIS – RENOUELEMENT

Références réglementaires :

- L. 313-11 11°, R. 313-22 CESEDA ;
- Art. 6 7° de l'accord franco-algérien ;
- Art. 7 quater de l'accord franco-tunisien.

Conditions d'octroi :

- être titulaire d'un titre de séjour en qualité de conjoint de français ;
- continuer à remplir les conditions initiales de délivrance du titre de séjour ;
- ne pas constituer une menace pour l'ordre public.

RECOMMANDATIONS

- Vous devez fournir les **photocopies** de tous les documents ci-dessous.
- Les photocopies doivent être lisibles, format A4, sans agrafes et triées dans l'ordre de la liste.

PIÈCES À FOURNIR (photocopies)

- Formulaire de demande de titre de séjour** complété, daté et signé (à télécharger sur le site de la préfecture)
- Passport** (pages identité, visas, cachets d'entrées et de sorties du territoire) et/ou justificatif d'état civil et de nationalité (carte consulaire, carte d'identité nationale).
- Titre de séjour arrivant à expiration** (VLS-TS avec vignette OFII ou carte de séjour recto-verso)
- Extrait d'acte de naissance avec filiation** ou copie intégrale d'acte de naissance
- En cas de changement de situation familiale** : justificatifs utiles (acte de mariage, naissance, divorce, décès, etc.).
- Justificatif de domicile de moins de six mois** :
 - Si vous êtes locataire : facture d'électricité, de gaz, d'Internet ou quittance de loyer non manuscrite, etc.
 - Si vous êtes propriétaire : acte de propriété et facture d'électricité, de gaz ou d'Internet.
 - Si vous êtes hébergé chez un particulier : attestation d'hébergement + justificatif de domicile récent + copie recto-verso de la CNI ou carte de séjour de l'hébergeant (nb : la carte de séjour de l'hébergeant doit indiquer la même adresse).
- Justificatifs de mariage** : acte de mariage (transcrit à l'état civil français si le mariage a été célébré à l'étranger)
- Justificatif de nationalité française du conjoint** : carte d'identité nationale (copie recto-verso lisible) ou certificat de nationalité française de moins de 6 mois.
- Justificatifs de communauté de vie** : tous documents permettant de prouver la vie commune en France et/ou à l'étranger, y compris avant la date du mariage (bail établi aux deux noms, naissance d'enfants communs, factures et courriers reçus aux noms des époux à la même adresse, attestations bancaires, attestations diverses, etc.)
- Déclaration sur l'honneur signée par les deux époux de communauté de vie**
- En cas de rupture de la communauté de vie** : ordonnance de non-conciliation, jugement de divorce ou, en cas de violences conjugales, tout justificatif permettant d'établir la réalité des violences (jugement, plainte, ordonnance de protection, etc.)
- 3 photographies d'identité récentes** (format 3,5 cm x 4,5 cm – norme ISO/IEC 19794 – 5 : 2005)

ACCÈS À UNE CARTE DE SÉJOUR DE 10 ANS

CR / CRA 1501

Sous réserve de ne pas constituer une menace pour l'ordre public :

- **Algériens et Tunisiens** : après 1 année de mariage, sous réserve de la régularité du séjour en France et de la continuité et de la réalité de la communauté de vie (CR / CRA 1501).

- **Autres nationalités** : après 3 ans de mariage, sous réserve de la continuité et de la réalité de la communauté de vie et de justifier de l'intégration républicaine et de la maîtrise du niveau A2 en langue française (CR 1501) :

- Respect du CIR ou CAI si vous y étiez soumis (vérifié par la Préfecture)
- Justificatif de maîtrise du niveau A2 en français (diplôme français, DELF ou TCF) - sauf si vous avez plus de 65 ans

DÉCLARATION DE COMMUNAUTÉ DE VIE

Le déclarant (demandeur du titre de séjour) :

Monsieur Madame

Nom _____

Prénom _____

Né le _____

Lieu de naissance _____

Nationalité _____

et son/sa conjoint(e) :

Monsieur Madame

Nom _____

Prénom _____

Né(e) le _____

Lieu de naissance _____

Nationalité _____

Mariés depuis le _____

Pacés depuis le _____

déclarent sur l'honneur que la communauté de vie n'a pas cessé depuis le mariage / pacs.

Fait à _____, le _____

Signature du demandeur

Signature du conjoint

Est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende le fait d'établir une attestation ou un certificat faisant état de faits matériellement inexacts en vue d'obtenir un titre de séjour.

Le fait de contracter un mariage aux seules fins d'obtenir, ou de faire obtenir, un titre de séjour ou le bénéfice d'une protection contre l'éloignement, ou aux seules fins d'acquérir, ou de faire acquérir, la nationalité française est punie de cinq ans d'emprisonnement et de 15 000 Euros d'amende.

Ces peines sont également encourues lorsque l'étranger qui a contracté mariage a dissimulé ses intentions à son conjoint.